

Alors que des drones s'écrasent régulièrement sur les parois vitrées des hautes tours de Moskva Citi, fabricants et acheteurs de matériel électronique et musical s'échangent contrats et contacts.

© AFP



100

**Le rouble**  
Cet été, le rouble a chuté à son plus bas niveau depuis un an et demi sous l'effet conjugué d'un regain d'inflation et... de la poursuite de la fuite des capitaux (les sorties nettes ont dépassé les 250 milliards de dollars depuis le début du conflit). La forte dévaluation du rouble a un effet nocif sur le niveau des prix car la baisse en valeur de la monnaie nationale se traduit par ricochet par un renchérissement du prix des produits importés. L'actuelle chute du rouble, qui s'échange désormais à plus de 100 roubles pour 1 euro, met donc à mal le lent déclin de l'inflation. Face au déclin de la monnaie, la banque centrale a dû relever son taux directeur. C'est la première hausse depuis le début du conflit et un relèvement radical à 20 % en février 2022. Depuis, la baisse avait été progressive.

3 %

**Le chômage et les salaires**

Le niveau du chômage est le plus bas de l'histoire, à peine plus de 3 %. En fait, les entreprises peinent à embaucher. Les salaires flambent, avec des hausses mensuelles de plus de 13 % juste avant l'été et de quelque 6 % sur le premier semestre. Le conflit en Ukraine en est en partie la cause. Les généreux soldes offerts aux volontaires partis au front attirent de nombreux jeunes parmi les couches les plus populaires des régions industrielles. A l'opposé, à Moscou et dans les autres grandes villes, la pénurie de cadres qualifiés s'est aggravée avec le départ d'hommes fuyant la mobilisation militaire. Mais la Russie paie avant tout pour l'un de ses maux endémiques : la crise démographique. Par ricochet, le pays souffre aujourd'hui du faible taux de naissances des générations passées et, du coup, manque de jeunes hommes en âge de travailler. Conséquence : les entreprises sont contraintes d'augmenter les salaires pour attirer des recrues en nombre insuffisant. Certaines n'en ont pas les moyens.

5,2 %

**L'inflation**

L'inflation est passée à 5,2 % en août, contre 4,3 % en juillet. C'est le niveau le plus élevé depuis six mois. Loin donc des objectifs du Kremlin de 4 %. L'inflation, après un niveau record en avril 2022 (près de 18 %), avait pourtant progressivement fléchi, passant à 3-4 %. Ce reflux venait avant tout de l'évolution de la base de calcul pour comparer les prix. Indirectement, les sanctions occidentales contre Moscou intensifient les méfaits en chaîne de toute dépréciation du rouble. De nombreux fournisseurs occidentaux refusent en effet de livrer directement à la Russie. Et, d'une manière générale, le conflit a compliqué les réseaux logistiques de livraison. Par conséquent, beaucoup d'industriels russes sont obligés de passer par des intermédiaires se fournissant sur le marché gris. D'où une forte augmentation des prix, à laquelle s'ajoutent désormais les effets de la baisse du rouble.

40 %

**Le déficit budgétaire**

Si le volume de production de pétrole a pu être plus ou moins maintenu grâce à une hausse des exportations via la Chine et l'Inde, les revenus pétroliers ont bel et bien baissé de plus de 40 % depuis le début du conflit, du fait de la limitation du prix du baril de pétrole russe à 60 dollars imposée par les pays occidentaux. Or la vente du gaz et du pétrole est la principale source de rentrées budgétaires. Cette chute se reflète par conséquent dans un déficit budgétaire de 2 %, fait sans précédent dans l'économie russe depuis deux décennies. Ce déficit s'explique par un « effet ciseau » entre une hausse des dépenses militaires d'un côté et une baisse des recettes publiques pour grande partie basées sur les recettes d'exportations des hydrocarbures.

## pouvoir d'achat Les Russes se croient à l'abri des sanctions

B.Q.

Tout un paradoxe. Le pourcentage de Russes estimant que la Russie va « dans la bonne direction » est désormais au-delà des 65 %. C'est, selon le sondage de l'institut indépendant Levada, davantage qu'avant le début du conflit en Ukraine lorsqu'en début d'année 2022, cela tournait autour des 50 %. Pourtant, les difficultés économiques, en partie dues aux sanctions occidentales contre Moscou, ont affecté le pouvoir d'achat des Russes, vraie menace sur le tableau du Kremlin. Régulièrement, les ménages citent en effet l'inflation comme une préoccupation majeure, la majorité d'entre eux ayant peu d'épargne après trois longues décennies de crises économiques.

« Les sanctions occidentales ont eu peu d'effets sur la population en général », tempère Denis Volkov, le sociologue à la tête à du centre Levada. « Les mesures européennes et américaines

ont certes touché les classes moyennes à Moscou, à Saint-Petersbourg et dans les autres grandes villes. Mais la vaste majorité de la population n'a jamais voyagé à l'ouest et vit en dehors de l'économie liée à l'Occident. » De nombreux Russes, portraits types de la nouvelle classe supérieure plutôt libérale, pro-occidentale et anti-Kremlin, révèlent même à demi-mot leur malaise : les sanctions ont eu un effet contre-productif. La classe populaire, fidèle soutien du Kremlin, s'est réjouie des mesures sur les plus riches, remerciant indirectement l'Europe d'avoir fait ce que le Kremlin ne pouvait accomplir : s'en prendre aux oligarques honnis. La classe supérieure, elle, s'est retrouvée coincée : bloquée en Russie, visée par les interdictions de visas et de transferts financiers vers l'Europe, elle doit mettre en œuvre les objectifs du Kremlin, notamment l'hypothétique remplacement des importations par des productions nationales. Une politique

pourtant à la peine depuis longtemps.

Toutefois c'est un fait : tous les Russes ressentent les méfaits de l'inflation. « Mais ce n'est pas la première hausse des prix subie par les Russes, habitués aux crises économiques. Et, surtout, ils savent s'adapter. D'autant plus que le gouvernement verse beaucoup d'aides pour les aider et atténuer les méfaits inflationnistes. Au final, si la confiance économique des familles avait baissé l'an passé, notamment à l'automne lors de la vague de mobilisation militaire, elle a depuis bien augmenté », rappelle Denis Volkov.

**Une confiance accrue**

Mais l'« opération militaire spéciale » du Kremlin en Ukraine a aussi, indirectement, rappelé une réalité de la Russie : la pauvreté d'une partie de sa population. Les forts soldes touchés par les soldats et, en cas de décès, les généreuses indemnités versées aux familles, sont de bons arguments pour recruter

des hommes prêts à rejoindre le front. Dans un pays où près de 15 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où un tiers des habitants se disent pauvres, le calcul est vite fait. Mais l'inflation les touche en premier. Alors que les filets de sécurité sociale sont minimes et que l'épargne des foyers est faible, un autre élément économique est à prendre en compte : le niveau menaçant du surendettement des foyers. Dans un pays où la (sur)consommation est l'un des moteurs de la croissance, les banques ont octroyé beaucoup de crédits depuis une décennie. La dette moyenne d'un adulte russe équivaut à 54 % de son revenu annuel. Dans certaines régions pauvres, cela représente près de la totalité des revenus. Sans surprise, les régions les plus pauvres sont donc celles qui recrutent le plus de volontaires pour partir sur le front ukrainien. Mais ce sont aussi celles les plus touchées par l'inflation.